

# Contribution suite aux assises pour l'écosocialisme

mardi 22 janvier 2013, par [Gauche anticapitaliste \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2013).

Le Parti de Gauche a pris l'initiative d'organiser des Assises pour l'écosocialisme et soumis dans ce cadre un projet de manifeste. La Gauche Anticapitaliste, courant unitaire pour l'écosocialisme, a jugé cette initiative intéressante, très positive, et a accepté d'y participer : outre une intervention d'une de nos porte-parole lors des assises, notre courant est co-organisateur, dans certaines villes, d'assises locales prolongeant la réunion nationale de début décembre 2012 à Paris. Le processus engagé doit se poursuivre tout au long de l'année 2013 pour se conclure sur de nouvelles assises nationales en décembre prochain. La Gauche Anticapitaliste manifeste sa disponibilité pour la co-organisation de cette deuxième édition.

La GA se félicite que de plus en plus de forces se rejoignent pour défendre un projet global de société, alternatif au capitalisme, tournant le dos à l'impasse productiviste et tirant les leçons du désastre que fut le stalinisme. Un projet global que nous nous accordons à nommer désormais l'écosocialisme. Celles et ceux qui se battent contre le capitalisme ont besoin d'un horizon post-capitaliste, d'une espérance, pour donner un sens à la nécessaire transformation révolutionnaire de la société.

Un projet de manifeste a été soumis à la discussion par le Parti de Gauche. Ce texte contient de nombreux points avec lesquels nous sommes en accord. Nous voudrions ici insister sur les sujets de débat, non pour entretenir une polémique ou des différenciations factices, mais pour chercher à avancer ensemble dans l'énoncé de notre projet commun de société et des formes potentielles de la transformation envisagée. Sans doute un certain nombre des points de débat que nous soulevons renvoie à des habitudes différentes de formulation, liées à une culture politique qui sur certains points n'est pas la même. La discussion devrait alors permettre de lever certaines incompréhensions. Sur d'autres points, apparaissent des désaccords dont il convient de vérifier la réalité et la portée. Dans la mesure où ce document a l'ambition de dégager une perspective stratégique de transformation sociale, il convient de prendre le temps de la discussion, et ne pas précipiter son adoption, s'il s'agit qu'il puisse être signé assez largement.

La perspective de révolution citoyenne telle qu'elle est exposée ne prend pas suffisamment en compte certains aspects, pour nous décisifs. Si tabler sur une victoire électorale d'un bloc de forces écosocialistes est une des hypothèses stratégiques à envisager, encore faut-il insister sur le fait que cette victoire ne pourra être que le premier acte d'une bataille sans merci avec les forces politiques et sociales hostiles à toute perspective de transformation sociale et écologique. La résistance des classes dominantes serait immédiate, et s'appuierait sur des moyens considérables : financiers, économiques, bureaucratiques... et probablement militaires également. Elle ne serait pas simplement l'œuvre du seul capital financier, mais aussi du capital industriel ainsi que d'une bonne partie de l'appareil d'Etat et des médias. On voit clairement d'ailleurs à l'œuvre les effets puissants de cette résistance aujourd'hui dans plusieurs pays d'Amérique du Sud ayant porté à leur tête des gouvernements anti-impérialistes. Il ne s'agit pas pour nous de dire qu'il existe une solution simple à ce problème mais de l'identifier clairement pour préparer la rupture à accomplir. Il s'agit encore moins de laisser entendre qu'on pourrait faire l'impasse sur la nécessaire adhésion démocratique d'une large majorité de la population au processus engagé. Il ne s'agit pas non plus de croire ou de

laisser croire que tout peut-être fait en un jour ou en claquant des doigts indépendamment de l'évolution des rapports de force et de la maturation de la conscience populaire.

Dans ce cadre, plusieurs points fondamentaux doivent à notre avis être mis en évidence clairement : le fait d'associer perspective de mobilisation autonome des classes populaires et perspective gouvernementale, la nécessaire rupture avec l'Etat actuel, une perspective anticapitaliste posant la question de la propriété des grands moyens de production et d'échanges, sans laquelle il ne saurait y avoir d'écosocialisme, et s'appuyant sur l'autoorganisation populaire. Sur ces trois éléments notamment, le texte ne nous semble pas satisfaisant. Reprenons-les brièvement.

Un gouvernement, même légitimement élu, qui entendrait commencer à œuvrer résolument pour les classes populaires et engager par conséquent une transformation sociale et écologique se heurterait à la résistance acharnée des classes dominantes (dénigrement et harcèlement des grands médias privés, fuite des capitaux, résistance d'une grande partie des hauts fonctionnaires, voire actions factieuses d'une partie des corps répressifs et de l'armée, etc.). Il est donc essentiel que son arrivée au pouvoir soit le résultat d'une puissante mobilisation populaire, qui sera ensuite indispensable pour vaincre les résistances mais aussi pour commencer à changer les choses en profondeur. La réorganisation du système productif et des services publics ne peut être simplement décrétée d'en haut mais doit résulter de l'immixtion des usagers et des travailleurs dans la gestion des unités de travail. La question de la propriété est ici décisive : il nous paraît illusoire de penser qu'une planification écologique puisse être mise en place afin d'organiser et programmer la transformation sociale et écologique sans que les grands moyens de la production et d'échanges passent sous contrôle populaire, et donc que le pouvoir non seulement du capital financier mais aussi du capital industriel, d'ailleurs étroitement enchevêtrés, soit sérieusement rabotés. Ce contrôle populaire doit selon nous prendre la forme d'une appropriation publique et sociale, aux niveaux local, national voire continental suivant les cas. Pour nous, cette appropriation sociale et populaire doit être pensée comme réponse aux dérives et échecs des nationalisations passées (EDF, banques...), elle devrait articuler :

- Appropriation publique car les grands choix de production de biens et de services relèvent de la délibération collective des citoyen-nes, et ne peuvent donc pas être otages des intérêts privés. Mais cela n'est pas suffisant, d'où les 2 points suivants.
- Appropriation sociale car la gestion des unités de production doit relever des travailleurs/euses associé-es de ces unités sous le contrôle des usager-es, et conformément aux décisions collectivement délibérées,
- Caractère populaire de cette appropriation car il ne peut s'agir d'un processus figé aux règles édictées par les administrations d'Etat et qui deviendrait alors rapidement un alibi à une planification bureaucratique.

Ceci n'implique ni une socialisation complète de l'économie, ni une suppression de la régulation par le marché de toutes les sphères de l'activité économique, mais revient simplement à donner les moyens au peuple de prendre et contrôler effectivement les grands choix économiques, écologiques et sociaux. Une socialisation totale de certains secteurs stratégiques sera cependant incontournable : énergie, transports, production pharmaceutique... Sera également nécessaire un encadrement étroit et une mise sous contrôle des citoyens et producteurs associés concernant des secteurs comme la construction/l'habitat, la grande distribution et l'agro alimentaire.

Enfin, l'Etat indispensable à la transition vers l'écosocialisme ne peut être l'Etat actuel, avec lequel une rupture profonde est nécessaire. Il peut suffire pour s'en convaincre, par exemple, de citer le rôle bien spécifique en France d'un certain nombre de grands corps (Mines, Ponts, ENA,

Polytechnique...), au cœur de l'imbrication étroite entre pouvoir administratif et pouvoir industriel et financier, et par ailleurs souvent actifs promoteurs d'un productivisme résolu. Il nous semble en effet contreproductif d'entretenir l'illusion d'un appareil d'Etat docile et discipliné, qui pourrait être mis au service de notre projet écosocialiste comme il l'est aujourd'hui du modèle capitaliste.

D'autre part, difficile de ne pas évoquer la nécessité de rompre avec l'armée de métier actuelle, largement indépendante aujourd'hui de tout contrôle populaire. Le poids considérable des dépenses militaires, la nécessité de sortir du nucléaire militaire, non du seul nucléaire civil, ou encore de construire un outil de défense au service des citoyen-nes et non des visées des classes dominantes, sont des aspects essentiels d'une transformation sociale et écologique. On pourrait citer bien d'autres exemples.

D'autres questions seraient à approfondir (quelle république ?, quelle laïcité ?, quelle école publique ?, quelle agriculture ?, quelle place pour les « experts » et la recherche scientifique ?, quel contrôle citoyen des applications scientifiques ? etc.), mais nous voulions dans cette première contribution soulever ce qui nous semble être des points durs de la discussion nécessaire. Un certain nombre de formules du texte peuvent aller dans le sens des remarques formulées, mais à d'autres endroits et dans son économie générale, des désaccords apparaissent. Nous souhaitons donc continuer cet échange.

Au-delà de ces remarques, il nous semble important qu'une décision soit prise pour savoir si le cadre des assises est étendue au-delà du seul Parti de Gauche avec la volonté d'associer toutes les forces intéressées, et de chercher à parvenir à la rédaction d'un texte final où l'ensemble des parties prenantes pourrait se reconnaître de manière satisfaisante. Dans une telle perspective, il nous semble évident que les délais de rédaction devraient être allongés et qu'une version collective ne peut être envisagée avant le 2<sup>nd</sup> semestre 2013.

### **Le Collectif d'Animation de la Gauche Anticapitaliste**

3 janvier 2013

---